

La polémique au sujet des Wokes vue de France

Entrevue avec Rokhaya Diallo

Rokhaya Diallo est l'une des figures publiques et médiatiques les plus connues en France sur les enjeux du racisme et du féminisme. Elle a réalisé des films, dont Les marches de la liberté (2013) et Où sont les Noirs (2020), signé plusieurs essais, dont Racisme : mode d'emploi (Larousse, 2011) et Ne reste pas à ta place! (Marabout, 2019) et elle coanime depuis 2018 le podcast Kiffe ta race avec Grace Ly, qui compte environ une centaine d'épisodes, dont « Sexualité(s) et islam, à l'intersection des luttes », « Laïcité et république, une histoire à relire », « Femmes non-blanches, mères à tout prix? ». Sa voix trouve aussi des échos aux États-Unis, dans les médias et dans les universités. L'entrevue a été réalisée par Francis Dupuis-Déri.

FDD. Comme vous le demandez à vos invité-e-s en ouverture de votre podcast *Kiffe ta race*, je me permets de vous demander où vous situez-vous sur le plan racial?

RD. Je m'identifie comme une femme noire.

FDD. On sait que le mot « woke » signifie « éveillé », comme dans « avoir l'esprit éveillé » ou la « conscience éveillée »... Pour votre part, quand – et comment – avez-vous pris conscience de votre condition de personne racisée?

RD. Enfant née à Paris en 1978, j'avais conscience de la couleur de ma peau, que je considérais marron, mais ça n'avait pas de signification particulière, c'était une couleur comme une autre. Assez jeune, cela dit, j'étais attentive aux personnages noirs à la télévision, notamment parce qu'ils étaient souvent ridicules. Dans mon contexte familial, on entendait parler de racisme, mes parents étaient clairement hostiles à l'extrême droite, à Jean-Marie Le Pen et au Front national et aussi à la droite de Jacques Chirac. J'ai grandi dans le 19^e arrondissement de Paris (connu pour son parc des Buttes-Chaumont) et je suis ensuite arrivée à la Courneuve en Seine-Saint-Denis (banlieue pauvre parisienne) au début de mon adolescence. Dans ces quartiers nous étions nombreux à être des enfants d'immigrés, et nos origines posaient donc peu question. C'est au cours de mes études universitaires à Paris II Assas et, par la suite, que j'ai pris conscience du fait qu'on me parlait de plus en plus souvent comme si je n'étais pas française. C'est finalement assez tard dans ma vie que j'ai dû me définir explicitement comme française, pour rectifier les *a priori* qui m'associaient à un ailleurs que je ne connaissais pas nécessairement. J'ai commencé à recevoir régulièrement des félicitations quant à la qualité de mon français. Tout ça m'a vraiment révolté.

FDD. Qu'est-ce que cela a changé pour vous ?

RD. C'est l'une des raisons pour lesquelles je me suis engagée, parce que des gens me faisaient comprendre que pour eux, je ne pouvais être légitimement Française. Ou encore parce qu'on me fétichisait. Mais je suis d'abord entrée dans le collectif féministe Mix-Cité, à une époque où j'avais davantage conscience du sexisme que du racisme, parce que j'avais notamment dès la seconde au lycée reçu dans mes cours de SES (Sciences économiques et sociales) des informations sur les inégalités de genre. Or, j'ai pris rapidement mes distances, car je ne me reconnaissais pas du tout dans leur position d'hostilité aux femmes musulmanes qui portent le voile, et d'incompréhensions quant aux politiques islamophobes qui commençaient à voir le jour. La plupart de ces militantes n'avaient aucun lien ni familiarité avec l'Islam ce qui me choquait d'autant plus que je suis moi-même musulmane, même si on ne m'attribue pas spontanément cette religion.

Il y avait un discours très moral sur l'antiracisme, y compris chez toutes ces personnes qui étaient contre le voile, sans vraiment savoir pourquoi. Je demandais : « *mais vous connaissez des Musulmanes? Vous leur parlez?* », mais non... C'était un discours tout à fait farfelu, hors sol, y compris dans le milieu militant de gauche, où j'ai vraiment pris conscience du racisme.

J'étais alors aussi intéressée par le mouvement altermondialiste, mais surtout par des lectures, comme Naomi Klein, Aminata Traoré et Viviane Forrester. Puis je me souviens de l'organisation d'un débat sur la dette de l'Afrique avec ATTAC (l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), dans le 18^e arrondissement, où l'assistance était principalement composée de personnes blanches. Alors que nous réfléchissions aux enjeux des pays du Sud endettés, ces intellectuels progressistes n'ont jamais songé à associer les personnes d'origine africaine de l'arrondissement à leurs projets, à leurs événements. Pourtant les personnes migrantes d'Afrique qui vivaient dans cet arrondissement étaient en premier lieu concernées par la question de la dette dans leurs pays, en particulier les populations maliennes, nombreuses dans ce coin de Paris. Je me souviens que des militants d'ATTAC nous ont opposé une fin de non-recevoir en rétorquant « *mais ce n'est pas notre public!* ».

Par ailleurs, on me posait trop souvent la question de ma provenance (« *Tu viens d'où?* ») alors que je n'étais concrètement (et physiquement) jamais « venue » en France hexagonale, puisque j'y suis née. Quand je finissais par évoquer mes origines sénégalaises il y avait toujours quelqu'un qui me parlait d'un voyage dans un autre pays africain ou qui évoquait une langue qui n'était pas celle de mes parents, comme si tous les Noirs étaient culturellement identiques.

Bref, je ne me suis jamais sentie à ma place, ni chez les féministes qui critiquaient toujours le voile, ni chez les altermondialistes qui me folklorisaient.

FDD. Donc vous avez vécu un premier éveil – pour revenir à la notion de woke – face au racisme comme étudiante, puis un deuxième éveil cette fois face au milieu progressiste français.

RD. Exactement, mais c'est arrivé à peu près au même moment, alors que je sortais de l'adolescence, que j'étais aux études et que je m'intéressais de plus en plus à la politique. Puis il y a eu des chocs, dans l'actualité : une autre « polémique » au sujet du voile en 2004 qui m'a permis de confirmer qu'il y avait des voix inaudibles, inexistantes et que c'étaient toujours les mêmes personnes qui parlaient des personnes minorées, sans jamais les fréquenter et avec des discours vraiment racistes.

J'étais alors membre d'ATTAC et je militais pour le « Non » au référendum sur la Constitution européenne, qui s'est tenu en mai 2005 : nous avons gagné, mais cela n'a rien changé. Peu après, j'ai été choquée par la manière dont on a traité les « émeutes de banlieue ». Elles n'ont jamais été discutées pour ce qu'elles étaient vraiment, c'est-à-dire des révoltes, car on préférait les dépolitiser, alors que c'était tout de même lié à la mort de deux adolescents poursuivis par la police. Même la gauche traditionnelle refusait de voir qu'il y avait quelque chose de très clair au départ, préférant déplorer qu'il n'y ait pas de porte-parole, de représentation politique...

C'était enfin la montée de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac et qui, dans sa manœuvre pour accéder à la présidence, tenait les médias dans sa main. Il a été présenté comme un sauveur lors de son accession au pouvoir en 2007 et ce rouleau compresseur m'a vraiment marquée. Tous ces événements ont provoqué chez moi un véritable tournant politique par rapport à la politique française.

FDD. Suite à ce deuxième éveil, vous décidez donc de poursuivre votre militantisme, mais non plus dans l'altermondialisme ou avec les féministes majoritaires, mais directement sur le front de l'antiracisme.

RD. Exactement, et j'ai participé en 2007 à la fondation d'une nouvelle association, Les Indivisibles, juste avant l'élection de Sarkozy. Nous menions une veille dans les médias pour dénoncer les propos racistes des journalistes et des politiques. Nous voulions rappeler qu'être Français ne dépend pas de votre apparence physique ou d'un rapport à la religion. Nous organisions la cérémonie des Y'a bon Awards, en référence à la célèbre publicité coloniale de Banania. Il s'agissait de critiquer le racisme avec humour, sous la forme de la *pop culture*. On référençait des déclarations ou commentaires racistes pendant l'année, et c'est avec ce collectif que je suis devenue visible dans l'espace politique et médiatique.

FDD. Est-ce que votre expérience du racisme se croise avec celle du sexisme et est-ce qu'on vous attaque tout à la fois parce que vous êtes une femme, une personne noire, une musulmane. En d'autres mots, est-ce imbriqué, ou distinct ?

RD. Disons que cet engagement avec *Les Indivisibles* m'a apporté de la visibilité publique et médiatique et je me suis alors souvent retrouvée dans des débats télévisés, par exemple, où j'étais la seule femme,

la seule non blanche et la plus jeune. Il m'était donc difficile de savoir pour quelle raison spécifique on me respectait moins que les autres, on me prenait moins au sérieux, on m'interrompait plus souvent. Je crois finalement que c'est l'imbrication de toutes ces facettes de mon identité qui faisait que ma parole portait moins et que j'étais la cible d'une hostilité croisée.

En tant que femme, on m'adresse aussi des menaces de viol, ce qui ne serait pas le cas pour un homme noir. Cela dit, le fait d'être une personne noire qui parle de racisme amplifie la haine. D'ailleurs, l'insulte que je vois le plus exprimée à mon égard sur les médias sociaux, c'est « Elle n'a qu'à rentrer chez elle, en Afrique, si elle n'est pas contente! ». Une anecdote en est d'ailleurs assez révélatrice. Je devais entrer dans un studio pour intervenir dans une émission de radio et une consœur m'a confié qu'une chroniqueuse parlait en mal de moi, me reprochant d'intervenir continuellement dans le *Washington Post* pour « nous insulter ». Mais qui est ce « nous », si je parle de la France de manière critique? Cette femme considère apparemment que je ne fais pas partie du « nous » de la France. En tant que personne noire, je devrais sans doute plutôt exprimer mon infinie gratitude, et non me montrer critique. Une personne blanche peut critiquer la France, évidemment, mais pas une femme non blanche.

On me reproche aussi d'être arrogante, ou d'être « bourgeoise », par exemple lorsque je porte une robe de gala au festival de Cannes, comme s'il était antinomique d'être noire et bourgeoise. Je comprendrais que des marxistes expriment un tel reproche, mais là c'étaient des gens de droite, qui n'ont que faire habituellement des inégalités de classe. Or, même si ce n'est pas ma classe sociale d'origine, je sais que je suis maintenant bourgeoise, comme d'ailleurs toute la classe journalistique à laquelle j'appartiens. Mais moi, je suis non-blanche, ce qui semble rendre moins légitime mon appartenance à cette classe, même si ceux qui me critiquaient ainsi n'étaient pas spécialement marxistes...

Il y a donc une aversion disproportionnée du fait que je suis Noire, surtout qu'il n'y a pas beaucoup de personnes noires en France hexagonale dans l'espace public, dans les médias, qui portent explicitement un discours antiraciste et féministe. Ensuite, mes discours sur l'islamophobie sont très mal reçus et me valent le plus de critiques de personnalités connues. Certains comme Éric Zemmour, qui savent que je suis musulmane, m'accusent même de pratiquer la *taqiya*, un mot arabe qui désignerait l'art de la dissimulation chez les islamistes et qui renvoie à cette posture suspicieuse qui prétend déceler en chaque personne musulmane une propagandiste islamiste. Bref, ce sont mes sorties contre l'islamophobie, ou contre le racisme d'État, qui me distinguent et me valent d'être accusée d'être une ennemie de la France.

FDD. Lors du colloque « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture », en janvier 2022, financé par un fonds de réserve du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, la sociologue Nathalie Heinich avait exigé « qu'un enseignant ne puisse proférer que la Terre est plate ou qu'il existe un racisme d'État »! (Le Nevé 2022 ; Delaporte et Goanec 2022)

RD. Elle décide ce qui relève de la science ou pas, y compris dans des domaines où elle n'y connaît rien. En France, on nie aussi le racisme systémique, mais la notion de racisme d'État est rejetée sous

prétexte qu'il faudrait un régime d'Apartheid, comme il y avait en Afrique du Sud. Or il y a ici cette religion républicaine qui considère comme un blasphème toute critique de la république, en raison de ce fantasme d'une république parfaite qui serait inattaquable, car elle porterait en elle toutes les valeurs.

FDD. Même si on défend du même souffle l'héritage des Lumières, qui valorisait la pensée critique, si je ne m'abuse. Mais apparemment pas l'autocritique, faut-il croire... Comment évaluez-vous la situation en France quant aux discours publics au sujet de la « menace woke » ?

RD. Je connaissais ce terme dans le contexte des États-Unis, avant qu'il devienne un outil pour se moquer des progressistes et pour les disqualifier, mais il est subitement arrivé en France au début de l'année 2021 et tout de suite comme un terme négatif, sans même qu'il y ait de retournement, de renversement. Et tout à coup, tout le monde à droite et à l'extrême droite l'a adopté, comme les journalistes de *Valeurs actuelles* puis les candidats à la présidentielle comme Éric Zemmour, Marine Le Pen, Valérie Pécresse, mais aussi du côté des socialistes comme Anne Hidalgo. Or, en France, personne ne se revendiquait du « wokisme » et c'est donc une accusation sans coupable, si on peut dire.

Cette charge contre les Wokes ou même les féministes intersectionnelles en France est une réaction *avant l'action*, c'est-à-dire avant qu'il y ait réellement des études sur le genre et sur le racisme dans les universités, qu'on prétend pourtant déjà envahies. J'exagère, évidemment, puisqu'il y a bien quelques spécialistes de ces questions dans quelques départements universitaires en France, mais on ne leur accorde presque pas de tribunes dans l'espace public, contrairement à ce qu'on peut voir aux États-Unis. En France, il s'agit donc, en quelque sorte, d'une attaque préventive.

FDD. Pourquoi pensez-vous qu'en France, les réactionnaires ont eu besoin d'importer des États-Unis ce mot repoussoir, alors qu'ils disposaient déjà des termes « islamo-gauchistes », et « social justice warriors » ?

RD. Et les décoloniaux ! Mais bon, le terme « islamo-gauchiste » avait été à ce point discrédité, y compris par le CNRS qui avait rejeté et ridiculisé le projet de la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, de lancer une enquête sur le sujet, qu'il a fallu trouver une autre chose, et voilà que sont apparus les Wokes. Si ces gens reprochent constamment à leurs adversaires d'importer une grille de lecture de la société des États-Unis, c'est pourtant exactement ce qu'ils font. Et une fois de plus, ils reprennent la version dénigrante d'un terme – ici le wokisme – redéfini par l'extrême droite américaine pour l'appliquer au contexte français, qui n'a rien à voir. Je trouve aussi scandaleux qu'ils reprennent la notion de « racaliste », qui désigne un processus actif de domination dans le cadre colonial, pour faire croire dans un retournement gravissime que ce sont les minorités qui sont racistes.

FDD. Pensez-vous qu'on importera aussi en France la polémique au sujet de la « *critical race theory* » qui fait rage aux États-Unis.

RD. Peut-être pas dans ces termes, mais on lance déjà des polémiques au sujet de l'enseignement sur le racisme à l'école, même si tout cela est en grande partie fantasmé. Éric Zemmour, par exemple, affirmait dans son programme présidentiel qu'il veut empêcher l'enseignement de l'antiracisme et des questions LGBTQIA+ dans les écoles.

FDD. Comme vous êtes associée aux États-Unis au centre Gender+ Justice Initiative, à Georgetown University, et que vous y intervenez souvent sur des campus, quelles sont selon vous les principales différences entre la France et les États-Unis au sujet de l'antiracisme et des Wokes ?

RD. La question raciale aux États-Unis est formulée ouvertement dans l'espace public, y compris dans la littérature et dans les médias. Je vois ainsi une différence importante au sujet de ces débats dans les médias, avec par exemple la chaîne CNN, que l'on peut évidemment critiquer mais où on peut entendre des positions diverses ou l'existence d'une chaîne comme MSNBC, inenvisageable en France. Aux États-Unis, on retrouvera une diversité de points de vue sur le racisme, par exemple, y compris parmi les personnes invitées de gauche. On ne connaît pas d'équivalent en France, où les médias sont tous beaucoup plus à droite et où même les gens de gauche qu'on y invite s'opposent souvent au voile, au mouvement *Black Lives Matter*, aux prétendues néo-féministes et aux pseudo-wokes. D'ailleurs, les polémiques sur l'Islam en France sont bien souvent initiées par la gauche, même communiste, depuis les années 1980.

FDD. Le concept de woke est-il aujourd'hui toujours pertinent pour alimenter la lutte contre les discriminations, ou est-il devenu contre-productif ?

RD. Je ne suis pas pour laisser nos adversaires définir les termes du débat, puisqu'ils cherchent à nous déposséder de bien des mots. Je veux pouvoir par exemple me revendiquer de l'universalisme, dans mes termes. Et donc je ne suis pas prête à rejeter le terme « woke », à y voir un objet de honte, simplement parce qu'il a été importé en France par des anti-wokes. Je n'ai pas de souci, comme je l'expliquais dans un débat avec Mathieu Bock-Côté, à m'identifier au wokisme, puisque cela signifie être consciente et même éveillée, ce que je préfère à être endormie, tout de même !

Je crois aussi qu'il faut révéler l'absurdité de leur position. Il faut expliquer que si on rejette le « décolonial », c'est qu'on accepte ce qui est « colonial » ! Entre les deux mots, mon choix est fait, sans hésitation. De même, on nous reproche notre angélisme. N'est-ce pas mieux qu'être diabolique ? Bref, il faut revenir au sens premier des mots, renverser les termes du débat pour les remettre sur leurs pieds, en tirer les conclusions politiques qui s'imposent et affirmer, évidemment, qu'il faut être décoloniale, éveillée, universaliste, etc...

FDD. Surtout que le colonialisme en France existe encore dans une forme euphémisée, avec les Territoires d'outre-mer, intégrés officiellement et administrativement à l'État français, mais qui n'existent ainsi qu'en raison de la politique coloniale française...

RD. Exactement, et d'ailleurs non seulement les oublie-t-on toujours, mais les politiques s'en désintéressent, comme on peut le constater lors des campagnes présidentielles. C'est désespérant, mais c'est le Rassemblement national qui les courtisent avec le plus d'efficacité.

FDD. Pour terminer, êtes-vous plutôt optimiste ou pessimisme, quant à l'avenir ?

RD. Plutôt optimiste à moyen terme, mais ça va être très dur dans les prochaines années, y compris à gauche où on accepte toutes les contradictions parce qu'on a tellement peur de perdre le vote des racistes. Mon espoir réside dans la génération qui vient, la jeunesse qui s'intéresse à la culture, à l'écologie et à des valeurs progressistes qui effraient encore leurs parents.

Références :

Le Nevé, Soazig. 2022. « Le "wokisme" sur le banc des accusés lors d'un colloque à la Sorbonne », *Le Monde*, 8 janvier. En ligne : https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/01/08/le-wokisme-sur-le-banc-des-accuses-lors-d-un-colloque-a-la-sorbonne_6108719_3224.html. (Page consultée le 01 juillet 2022).

Delaporte, Lucie et Mathilde Goanec. 2022. « Un vrai-faux colloque à la Sorbonne pour mener le procès au "wokisme" », *Mediapart*, 8 janvier. En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal/france/080122/un-vrai-faux-colloque-la-sorbonne-pour-mener-le-proces-du-wokisme>. (Page consultée le 01 juillet 2022).